



## Thinking Africa

### *NOTE D'ANALYSE POLITIQUE*

# NI GAUCHE, NI DROITE, NI CENTRE : LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE OU LA PERMANENCE D'UNE ATTITUDE

**Par Joseph Tchinda Kenfo, PhD Montréal-Canada**  
**[tchinsonkenson@yahoo.fr](mailto:tchinsonkenson@yahoo.fr)/[lylmiya2013@gmail.com](mailto:lylmiya2013@gmail.com)**

Titulaire d'un Doctorat PhD en Histoire, option Relations Internationales de l'Université de Yaoundé I, Joseph TCHINDA KENFO est Conseiller en planification territoriale diplômé en Études stratégiques à l'Université de Yaoundé II-Soa, en Développement international de la Dale Kietzman Academy – USA, en Développement durable à l'Université Niccolo Unicusano de Rome et en Planification Territoriale et Développement Local à l'Université du Québec à Montréal. Il poursuit actuellement un mandat professionnel à l'Office de consultation publique de Montréal. Il est par ailleurs auteur de plusieurs articles scientifiques et chapitres d'ouvrages. Ses champs d'expertise sont : dynamiques sociopolitiques au Cameroun, géopolitique et géostratégie africaines, aménagement durable des communautés, planification territoriale, dispositifs participatifs, etc.

## RÉSUMÉ

Les élections présidentielles françaises de 2017 auront été surprenantes d'un bout à l'autre : coups de théâtre permanents, qualification pour le second tour de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron, élimination / éclatement des grands partis traditionnels de la droite et de la gauche. La relation de la France avec l'Afrique a notamment été l'objet de clivages importants. Tandis que certains candidats revendiquaient une approche plus « moderne », fondée sur des relations plus équilibrées, d'autres ne remettaient pas en question les rapports « privilégiés » des deux entités, rapports qualifiés par certains de « Françafrique ». Les Africains eux-mêmes ne sont pas restés insensibles à ce débat et certains d'entre eux ont soutenu clairement l'un ou l'autre des deux candidats qualifiés pour le second tour, par des manifestations de rue, comme en Côte d'Ivoire, ou via les réseaux sociaux, au motif qu'ils incarneraient une véritable rupture avec les pratiques actuelles de soumission (dont la politique monétaire d'arrimage du Franc CFA à l'Euro). De fait, la politique africaine de la France depuis les indépendances n'a jamais varié/évolué. Les bonnes intentions de plusieurs Présidents de la république, essentiellement de gauche, ont buté sur les faits/réalité. L'ambition de cette contribution est de montrer que la « Françafrique » a largement structuré les rapports franco-africains, quelle que soit la tendance politique au pouvoir. Aussi, il est important de saisir les recompositions politiques actuelles en France et l'émergence, puis la percée des pays asiatiques sur le continent pour bâtir une nouvelle coopération décomplexée. Les pays africains en ont-ils les moyens et la volonté ? C'est à cela que nous allons nous atteler.

## PROBLÉMATIQUE

Peut-on penser aujourd'hui que la politique africaine de la France, le temps d'une présidence, présentera quelques signes de rupture ? Quels sont les invariants de cette politique africaine de la France ?

## CONTEXTE

Depuis plusieurs mois, plusieurs manifestations et conférences sont organisées à travers le monde (France, Afrique, Canada, etc.) non seulement pour dénoncer la responsabilité du contrôle monétaire (Franc CFA en l'occurrence) dans le sous-développement de certains États africains, mais aussi la nature des relations personnalisées nouées et entretenues par certains chefs d'États du continent depuis les indépendances avec l'Hexagone. Ces questions, largement débattues dans les réseaux sociaux, se sont invitées dans la campagne présidentielle de 2017 en France et ont rapidement été récupérées par certains candidats dont Emmanuel Macron et Marine Le Pen, autoproclamés pour les besoins de la cause candi-

dates "Anti-système". Les Africains, quant à eux, ont une fois de plus manifesté leur enthousiasme vis-à-vis de certains candidats, organisant manifestations, constituant des comités de soutien, sans oublier les appels au vote en faveur de tel ou tel autre candidat ; oubliant le temps d'une campagne électorale que la politique africaine de la France s'inscrit dans la continuité indépendamment du bord politique du locataire de l'Élysée.

## IDÉES PRINCIPALES

- Au-delà des discours et autres déclarations d'intention, la relation franco-africaine reste marquée du sceau de la "Françafrique". Cette nébuleuse, qui s'articule autour du contrôle politique des dirigeants et du contrôle économique, est non seulement désastreuse pour le continent et ses peuples, mais aussi constitue un défi pour l'expression de la souveraineté populaire. Malgré la ruée vers le continent de nouveaux acteurs et d'anciens partenaires, la France conserve un potentiel de nuisance établi pour de nombreux pays et active en temps opportun certains leviers dont elle dispose.

- La place marginale accordée à l'Afrique pendant la campagne présidentielle de 2017 montre, s'il en était encore besoin, que le continent ne fait pas partie des priorités officielles de l'Hexagone. Certaines questions sont en effet débattues loin de la place publique, intérêt national oblige. Par conséquent, le continent n'est exploré en fait qu'en tant que pièce du "puzzle sécuritaire" au regard des enjeux qui se jouent désormais au Sahel et en bordure de la Méditerranée.

- À défaut pour la France de décomplexer une relation faite de mépris, de déni et d'exploitation, les Africains gagneraient à être plus pragmatiques et prospectifs. Aucun gouvernement français ne peut prioriser le développement du continent. Ainsi, les États africains n'ont d'autre choix que de bâtir une stratégie d'ensemble afin de diversifier les partenaires et limiter ainsi les effets néfastes du redéploiement du jeu des puissances en cours.

## MOTS CLÉS

France, Afrique, politique étrangère, permanence, rupture.

## INTRODUCTION

L'intérêt des Africains pour les élections présidentielles françaises ne date pas d'aujourd'hui. Il repose d'abord et avant tout sur un passé commun<sup>1</sup> du fait de la colonisation. Il s'est ensuite renforcé, au fil des décennies, à la faveur des vagues successives d'installation d'Africains en France et de l'émergence d'un

1. Bref, une mémoire encore vive que la France a du mal à assumer et qui oscille entre rejet et admiration.

groupe relativement important de bi-nationaux. Enfin, au-delà de la langue française qu'une partie du continent a en commun avec l'Hexagone, cette relation s'est affinée à la faveur de liens personnels établis et maintenus par les présidents africains successifs depuis les indépendances avec leurs homologues français. Ces liens, manifestement fondés sur des compromissions et autres arrangements néfastes pour les intérêts des populations suscitent encore un malaise important aujourd'hui. Ils se traduisent notamment par le transfert de malles d'argent destinées au financement de la campagne électorale. La campagne présidentielle 2017 n'a pas dérogé à la règle<sup>2</sup>. Dans plusieurs pays d'Afrique de l'ouest et du centre, et même en France, on a assisté à l'organisation de manifestations, à la constitution des comités de soutien<sup>3</sup> et même à l'animation de véritables campagnes, via les réseaux sociaux, en faveur de chacun des deux candidats qualifiés pour le second tour, au nom de leur discours, promettant une révolution dans les relations de la France à l'Afrique. L'insistance du Front national sur la question du rapatriement des Africains clandestins, a notamment suscité beaucoup d'admiration et de soutien chez certains ivoiriens et camerounais. Les raisons du soutien à Emmanuel Macron étaient bien entendu différentes. Si, pour certains, Emmanuel Macron représentait la garantie d'une nouvelle coopération, décomplexée et moderne, Marine Le Pen constituait pour d'autres le rempart idéal contre le maintien du Franc CFA et des bases militaires françaises sur le continent. Les deux candidats se revendiquaient d'ailleurs, à des degrés divers, comme étant "anti-système" et affichait une logique de rupture. Pourtant, et personne ne peut le remettre en question, la politique africaine de la France depuis les indépendances n'a jamais varié, malgré les beaux discours et les bonnes intentions des Présidents qui se sont succédés. Cet article reviendra sur le caractère profondément structurel de la «Françafrique» sur les relations entre les deux continents. Nous évaluons ensuite la place réservée au continent dans cette campagne électorale de 2017. Il s'agira enfin d'analyser les recompositions politiques actuelles en France et la percée des pays asiatiques sur le continent pour bâtir une nouvelle coopération décomplexée.

2. Invité sur *CNews* le mercredi 3 mai 2017, Robert Bourgi, affirmait que Marine Le Pen et Emmanuel Macron ont été approchés par certains dirigeants africains qui souhaitaient financer leur campagne. *Le Courrier du Soir*.

3. Nous pensons ici aux *Comité En Marche! Maroc*; à Dakar, Saly et Thiès (Sénégal). Cf *Le Monde* du 10.04.2017

## I- LA FRANÇAFRIQUE : LE LOURD HÉRITAGE D'UN PASSÉ TOUJOURS PRÉSENT<sup>4</sup>.

La singularité des relations franco-africaines n'en finit pas d'intriguer l'observateur au point, comme le note Daniel Bourmaud, de susciter des réactions où se combinent l'analyse et l'opprobre<sup>5</sup>. Comme le faisait remarquer Antoine Glaser, l'amalgame entre la France-Afrique et la Françafrique empêche de comprendre, à la fois le passé et le présent<sup>6</sup>. Le terme «Françafrique» est une expression qui aurait été utilisée pour la première fois par François-Xavier Verschave pour désigner la nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires en France et en Afrique, organisée en réseaux et lobbies, et polarisée sur l'accaparement de deux rentes : la rente des matières premières et la rente de l'Aide Publique au Développement<sup>7</sup>. Il se serait inspiré de l'expression France-Afrique forgée par feu Président Félix Houphouët-Boigny en 1955, pour magnifier l'imbrication de l'ex-métropole et de ses anciennes colonies, et les excellentes relations qui devaient unir selon lui la France et l'Afrique<sup>8</sup>. Il semble qu'il s'agisse en réalité d'une diplomatie parallèle faite d'émissaires officieux, de complaisances de toutes sortes, de nombreuses ambiguïtés et de secrets. D'ailleurs, de nombreux noms comme ceux de Jacques Foccard, de Charles de Gaulle, d'Alain Joyandet, de Robert Bourgi, ou d'Omar Bongo, Sassou Nguesso, Paul Biya, Houphouët Boigny évoquent la Françafrique, véritable nébuleuse favorisant les intérêts particuliers des dirigeants plutôt que le développement du continent, à la gestion opaque, à l'abri de tout regard officiel<sup>9</sup>.

Cette approche permettait à la France de soutenir des régimes brutaux, après les indépendances des années 1960, afin de pérenniser ses intérêts. Un simulacre de démocratie accompagnait ces arrangements<sup>10</sup>, à la manière d'un efficace écran de fumée

4. Cette section a été largement explorée dans une publication récente. Cf Joseph Tchinda Kenfo, "De la Françafrique à la ChinAfrique, l'Afrique doit-elle avoir peur de la Chine? Les conditions d'un partenariat équitable", *Regards Géopolitiques*, Volume 3, numéro 3, Été 2017.

5. D. Bourmaud, "Clientélisme et patrimonialisme dans les relations internationales", 2011, p.293.

6. A. Glaser, S. Smith, *Sarko en Afrique*, Mayenne, Plon, 2008, pp.8-10.

7. Pour plus de détails, lire F.-X. Verschave, *La Françafrique: Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

8.A. Glaser, S. Smith, *Sarko en Afrique*, 2008, p.10.

9. S. Traoré, "Rompre avec les pratiques douteuses en Afrique", *Mouvements* 2001/2 (n° 14), p. 103-108.

10. Pour aller plus loin, cf S. Traoré, "Élections en Françafrique: l'hymne à l'hypocrisie", *Mouvements* 2002/3 (no21-22), p. 54-62.

pour reprendre les termes de Pierre Péan<sup>11</sup>. La Françafrique a également contribué à l'appauvrissement du continent et renforcé sa dépendance<sup>12</sup>, conservant un droit de préemption à la France, c'est-à-dire l'exclusivité prioritaire de la France sur les richesses connues et à découvrir dans ses anciennes colonies africaines, garantie par les accords de 1960. L'Afrique a vu échouer presque tous les programmes de développement qui ont été mis en place ; elle est restée une victime éternelle des guerres, des dictatures, des génocides, des épidémies, etc. Un des exemples les plus marquants de cette exploitation éhontée est la Guinée qui détient les premières réserves mondiales de bauxite sans que la population n'ait accès à l'électricité, à l'eau potable ou à des services de santé de base<sup>13</sup>.

La France est également impliquée depuis plusieurs décennies dans la déstabilisation du continent, les assassinats politiques, les interventions militaires. Citons par exemple les opérations Manta au Tchad entre 1983 et 1984, Almandin en RCA entre 1996-1997 ou encore l'opération Pélican au Congo Brazzaville en 1997<sup>14</sup>. Parallèlement à cette domination politico-militaire, les effets négatifs du contrôle monétaire des pays de la zone franc<sup>15</sup> sont nombreux. En effet, la signature de l'acte d'indépendance de chacune des anciennes colonies françaises était assortie de pactes secrets, de dispositifs de défense et de conventions diverses accordant des avantages exorbitants à la France sur les ressources du pays concerné, ceci devant se faire dans le cadre d'une prétendue union avec la France. Au Tchad, alors que le Président Hissène Habré voulait renégocier les accords de coopération signés avec la France, et notamment fermer les bases de l'armée française dans un contexte de découverte du pétrole, il a été renversé le 1<sup>er</sup> décembre 1990 par Idriss Deby, dont on sait qu'il était accompagné de l'officier de la DGSE, Paul Fontbonne<sup>16</sup>. En contrepartie, la société

Elf réintègre le consortium pétrolier dont elle avait été exclue. Il en est de même de la tragédie congolaise qui a vu Sassou Nguesso, formé en Algérie, en pleine période d'insurrection aux méthodes antiguerrilla, renverser le pouvoir démocratiquement élu de Pascal Lissouba, au moyen des milices Cobras armées par la France, via Elf, avec l'aide du Sénégal, de l'Angola et du Gabon<sup>17</sup>. Le cas du Gabon est assez spécial.

En effet, Omar Bongo était un agent des services secrets français<sup>18</sup>. La France est d'ailleurs intervenue à maintes reprises, politiquement et militairement comme en 1990, pour le maintenir au pouvoir. Ce pays a également joué un rôle actif dans les ingérences françaises au Nigéria. Pendant la guerre de Sécession de la région du Biafra en mai 1967, la France a notamment soutenu la désintégration du Nigeria<sup>19</sup> et fait du Gabon sa base arrière pour ses interventions militaires dans ladite région, de 1967 à 1970<sup>20</sup>.

L'affaire Elf (ancêtre de Total), impliquant ses dirigeants et plusieurs personnalités politiques françaises est révélatrice de l'ampleur du pillage. Le pétrole produit par la filiale gabonaise était revendu à la maison mère en dessous du prix du marché. La différence était ainsi répartie entre différents protagonistes dont le président gabonais, à travers des places off-shore et la FIBA, banque dont les bureaux étaient situés dans

---

Soudan. À partir de là, on lui crée une armée sur mesure, le Mouvement Populaire du Salut (MPS) bien équipée. Pour en savoir plus, Cf E. Nguong Moussavou, *Françafrique*, 2012, pp.76-77.

17. Ibid, pp.83-88.

18. Hofnung Thomas, "Avec Omar Bongo, c'est un bout de la Françafrique qui disparaît", *Libération*, 7 juin 2009 ; Philippe Bernard, "Omar Bongo, président du Gabon", *Le Monde* du 09.06.2009

19. Pour les interprétations relatives à l'implication de la France et de ses humanitaires, lire D. Maillard, "1968-2008 : le Biafra ou le sens de l'humanitaire", *Humanitaire* [En ligne], 18 | Printemps 2008, mis en ligne le 06 octobre 2009, consulté le 26 février 2017. URL : <http://humanitaire.revues.org/182> ; D. Bach, "Dynamique et contradictions dans la politique africaine de la France. Les rapports avec le Nigeria (1960-1981)", *Politique africaine*, La France en Afrique, no 5, mars 1982, p. 47-74.

20. Pour en savoir plus sur le parcours, l'influence du feu président Omar Bongo auprès des présidents français et dans les nominations en France, lire E. Nguong Moussavou, *Françafrique. Ces monstres*, 2012, pp.6-11. ; B. Beucher, "La Françafrique, entre mythes et réalités", CNED, fascicule de préparation au concours du Cadre d'Orient (Ministère des Affaires étrangères), 2010, 60 p. ; D. Bourmaud, "Clientélisme et patrimonialisme dans les relations internationales : le cas de la politique africaine de la France", in D. C. Bach et M. Gazibo (sd.), *L'État néopatrimonial. Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2011, p. 301.

11. P. Péan, Carnages. *Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, Fayard, 2010, pp.40-73. ; P. Péan, "France-Afrique, Françafrique, France à fric ?", *Revue internationale et stratégique*, 2012/1 (n° 85), pp.117-124.

12. S. Michel et M. Beuret, *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Éditions Grasset et Fasquelle, 2008, pp.17-18.

13. Ibid, pp.21-25.

14. G. Mathias, *Les guerres africaines de François Hollande*, Éditions de l'Aube, 2014, pp.14-18.

15. E. Nguong Moussavou, *Françafrique. Ces monstres qui nous gouvernent*, Paris, L'Harmattan, 2012, p.103.

16. Rappelons qu'Idriss Deby, commandant des Forces Armées du Nord (FAN) constituées par Hissène Habré pour chasser Goukouny Weddeye du pouvoir en 1982, a été promu colonel. Il entre en conflit avec Hissène Habré, est exfiltré par les services français et regagne la Libye, puis le

locaux de la compagnie Elf<sup>21</sup>. Une autre illustration du pillage des richesses de l'Afrique Noire francophone est la relation du Franc CFA au trésor français.

Il est fréquemment avancé qu'en vertu des accords monétaires, le dispositif des comptes d'opération contraint les banques centrales africaines à déposer 50 % de leurs réserves de change auprès du Trésor français en contrepartie de la garantie de convertibilité illimitée de leur monnaie. En contrepartie de cette convertibilité, les réserves de change sont centralisées, à deux niveaux : les États des deux zones UEMOA et CEMAC centralisent leurs réserves de change auprès de leurs banques centrales, lesquelles sont tenues d'en déposer 50 % auprès du Trésor français, sur un compte d'opérations ouvert au nom de chacune d'elles<sup>22</sup>. Les banques centrales des zones CFA n'assument pas elles-mêmes la fixité de leur monnaie avec l'euro, c'est le Trésor français, c'est-à-dire le budget de l'État (et non pas la Banque de France), qui en a la charge. Ainsi, la valeur externe du CFA est ainsi déléguée à une entité extérieure, le Trésor français, qui bénéficie de ces devises pour son propre financement. De ce point de vue, ce système de centralisation des devises des zones CFA contribue à financer une fraction, très petite (0,5 %), de la dette publique française<sup>23</sup>. Info ou intox, aucun dirigeant français ni africain (excepté les récentes prises de position du Président tchadien Idriss Deby) ne s'est jamais montré intéressé par la question qui curieusement ne fait d'ailleurs pas partie du débat politique en France, intérêt national oblige. Tout ce que l'on sait, c'est que depuis quelques années, certains Présidents africains notamment équato-guinéen, tchadien, congolais, sans clairement communiquer sur leur teneur, appellent à une révision des accords monétaires qu'ils considèrent comme l'une des causes de l'échec économique de l'Afrique noire francophone. On sait aujourd'hui que l'une des causes de la crise ivoirienne était le désir de l'ex-Président Laurent Gbagbo de battre une monnaie pour la Côte d'Ivoire<sup>24</sup>.

21. E. Nguong Moussavou, *Françafrique. Ces monstres*, 2012, pp.13-22.

22. Ces prélèvements se seraient situés à 70 % à une période.

23. Voir à ce sujet : Kako Nubukpo, Bruno Tinel, Martial-Ze Belinga, Demba Moussa Dembélé (Sous la direction de), *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire : A qui profite le franc CFA ?*, Paris, La Dispute, 2016, 243p. ; Agbohoulou Nicolas, *Le Franc CFA et l'Euro contre Afrique. Pour une monnaie africaine et la coopération Sud-sud*, Éditions Solidarité Mondiale AS, 2016, 308p. ; Stéphane Ballong, "À qui profite vraiment le franc CFA ?", *Jeune Afrique*, 09 novembre 2016.

24. Pour aller plus loin à ce sujet, cf O. Nane Tory, *L'amitié coupable : de la Françafrique à la Francivoire, l'illusion d'une idylle coloniale*, Paris, Éditions Menaibuc, 2009, 365p.

La présence militaire française est également vécue dans de nombreux pays comme une force d'occupation, d'ingérence néocoloniale. Les dirigeants français ont toujours refusé de déclencher les accords de défense pour protéger les institutions républicaines lorsque leurs intérêts étaient en jeu. Le cas de la Côte d'Ivoire est une fois de plus significatif à cet égard. Le déploiement des troupes françaises lors des événements de Bouaké au mois d'août 2004 a amplifié la controverse. Dès le début de la crise post-électorale de 2000, les caméras de la TF1, chaîne française de Martin Bouygues<sup>25</sup>, présentes à Bouaké dans le nord du pays, ont donné la parole aux rebelles (baptisés les « forces nouvelles »). Le "pré carré", champ d'intervention privilégié de la diplomatie française en Afrique, est essentiellement constitué d'anciennes possessions coloniales (Maghreb, Afrique occidentale, centrale et équatoriale, Madagascar). Le maintien de l'influence de la France dans ces États pourtant officiellement indépendants sur le plan politique, militaire et économique, pose la question du prolongement de la domination coloniale de l'ancienne métropole. La réalité de ces indépendances, que l'on qualifie parfois de "formelles" à défaut d'être totalement "effectives"<sup>26</sup> continue à être une question centrale.

Patrice Emery Bakong soutient que la politique militaire française en Afrique vise l'accès aux ressources économiques (matières premières) et stratégiques qu'offre le continent. L'État français garantit aux États Africains la stabilité et la sécurité nécessaire à l'exploitation de ces bénéfices<sup>27</sup>. Au demeurant, le patrimonialisme a survécu au général de Gaulle parce qu'il a toujours été, non seulement au service de la puissance, mais aussi la condition de l'accomplissement de la politique de puissance voulue par la France<sup>28</sup>. Ainsi, ce sombre passé est-il suffisamment traduit, ou du moins assumé, tout au long de la campagne présidentielle 2017 ?

## II- L'AFRIQUE DANS LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE DE 2017.

La place réservée au continent africain dans les débats des élections présidentielles françaises 2017 est restée marginale, tous bords politiques confondus,

25. S. Michel et M. Beuret, *La Chinafrique*, 2008, p.154.

26. B. Beucher "La Françafrique, entre mythes et réalités", CNED, fascicule de préparation au concours du Cadre d'Orient (Ministère des Affaires étrangères), 2010, 60 p., file:///C:/Users/HP/Downloads/LaFrancafrique.pdf

27. P. E. Bakong, *La politique militaire africaine de la France. Forces sociales et changements récents*, Paris, L'Harmattan, 2016, pp.40-42.

28. D. Bourmaud, "Clientélisme et patrimonialisme dans les relations internationales", 2011, p.300.

malgré les affirmations des différents candidats. Ces derniers ont progressivement construit leur discours vis-à-vis du continent au fur et à mesure de la campagne électorale, en fonction des manifestations de soutien à l'égard de certains d'entre eux, de l'auditoire, des lieux visités, etc. Notre réflexion portera plus particulièrement sur les deux candidats qualifiés pour le second tour : Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

Ancien banquier, nommé secrétaire général de l'Élysée, Emmanuel Macron est ensuite promu ministre de l'économie jusqu'à sa démission en août 2016. Encore dépositaire de ce poste, il lance le 6 avril 2016 à Amiens un mouvement, baptisé « En Marche! », qu'il présente à l'époque devant le président François Hollande comme un « *simple mouvement de jeunesse, une sorte de think tank* »<sup>29</sup>. En juillet 2017, il est désigné par un sondage comme la personnalité politique incarnant le mieux « l'héritage » de Michel Rocard, l'homme du « parler vrai »<sup>30</sup>. Alors qu'il était encore ministre de l'économie, il organisa les 22 et 23 septembre 2016 « *Les rencontres Africa 2016* », rendez-vous d'affaires parisiens, au cours desquelles il réserva une place importante au rôle du Maroc dans la relation franco-africaine<sup>31</sup>. Il afficha ensuite sa volonté de briguer la magistrature suprême, se définissant comme un candidat « anti-système » ni de gauche, ni de droite, ou plus exactement à la fois de droite et de gauche<sup>32</sup>.

Dès le lancement de son mouvement et l'annonce de sa candidature, en avril 2016, il est soutenu par un comité marocain très actif. Hamza Hraoui, initiateur du projet « En Marche! Maroc », revendiquant 600 partisans actifs, affirme : « La relation entre Paris et les pays d'Afrique va être réinventée avec la fin de la Françafrique et une politique refondue »<sup>33</sup>. Lors d'un meeting à Marseille le 2 avril 2017, Emmanuel Macron fustige la politique d'immigration du Front National et se félicite de la diversité culturelle de la ville. Au sujet de l'Afrique, il se dit « convaincu que l'Afrique surprendra le monde par son dynamisme ». Ainsi, il déclare : « Il est de notre intérêt d'écrire une nouvelle page de notre relation avec elle. Je veux établir un partenariat ambitieux qui renforce nos intérêts mutuels dans tous les domaines ».

Quelques semaines plus tard, lors de la visite qu'il effectue en Algérie le 13 février 2017, il affirme que

la colonisation fut un acte de barbarie dont on ne peut se féliciter, encore moins se satisfaire. Il va même plus loin en rappelant qu'elle fait partie de l'histoire de la France, qu'elle constitue un « crime contre l'humanité »<sup>34</sup>. Cette histoire que la France a du mal à assumer empoisonne effectivement les relations entre les deux parties<sup>35</sup>. Cet air de vent nouveau a aussi suscité de vifs débats. Alors que certains l'accusaient de trahison envers la nation et réclamaient des excuses, d'autres, notamment en Afrique, se gargarisaient de ces paroles. Ce ne sont là que des mots, qui n'engagent que ceux qui y croient.

Il est évident que l'Afrique n'occupe pas une place prépondérante dans son programme de campagne. Dans la version simplifiée disponible en ligne<sup>36</sup>, elle est évoquée au sein du sixième et dernier chantier, dédié à international. Tout en s'engageant à défendre les intérêts de la France et à relancer une Europe ambitieuse<sup>37</sup>, il dit « *assurer une nouvelle politique en Afrique où la paix et l'esprit d'entreprise construiront le siècle qui commence* »<sup>38</sup>. Il dit d'ailleurs agir, s'il est élu, « *dans la transparence, loin des réseaux de connivence franco-africains et des influences affairistes encore trop présentes* »<sup>39</sup>.

Au-delà des quelques bribes apparues lors de ses multiples interventions, l'essentiel de sa politique envers l'Afrique tient sur trois axes majeurs que nous a livrés, Aurélien Lechevallier, son conseiller aux affaires internationales : le premier axe est une vision transversale des liens qui sont souvent trop segmentés aujourd'hui par thèmes ou par politiques (migrations, développement, commerce, biodiversité, culture, droits humains, sécurité, etc.). En deuxième lieu, il s'agit d'ancrer la relation dans une ambition plus large, un grand partenariat entre l'Europe, l'Afrique et la Méditerranée. Le troisième axe concerne la mobilisation de tous les acteurs engagés : sociétés civiles, entreprises, États, intellectuels, organisations non gouvernementales, organisations internationales, etc.<sup>40</sup>. Une attention particulière est accordée aux diasporas et aux binationaux, qui jouent un rôle très important

34. E. Macron, Interview accordée à Alger le 13 février 2017.

35. N. Ndong, « Relations Afrique/France : Emmanuel Macron présente sa vision qui doit dépasser ce qui a empoisonné nos aïeux », [www.adiac.congo.com](http://www.adiac.congo.com)

36. <https://storage.googleapis.com/en-marche-fr/COMMUNICATION/Programme-Emmanuel-Macron.pdf>

37. Une Europe qui investit et qui protège, et dont la vitalité démocratique et le goût pour l'avenir seront retrouvés.

38. Révolution, Programme d'Emmanuel Macron

39. [www.Afrique sur 7.fr](http://www.Afrique sur 7.fr)

40. A. Lechevallier, « Comment Macron voit l'Afrique », *Le Point*, propos recueillis par Malick Diawara, 24 avril 2017.

29. E. Lefebvre, « Macron », *Les Échos*, Paris, 6 avril 2017.

30. S. Langlade, *Les Échos*, Paris, 12 juillet 2016.

31. Issam El Yadari, « En Marche! Maroc espère accueillir Emmanuel Macron en mars », *Le Desk*, 27 décembre 2016.

32. E. Lefebvre, « Macron », *Les Échos*, Paris, 6 avril 2017.

33. Jamal Amiar, « Pour Macron, le Maroc est une vitrine de l'Afrique qui réussit », *Maroc International*, lundi, 24 avril 2017.

dans les relations économiques et culturelles entre la France et l'Afrique, en raison du potentiel humain, linguistique, social, politique et économique qu'ils représentent<sup>41</sup>. Son objectif vis-à-vis du continent est de faciliter les échanges à tous les niveaux, en encourageant les investissements franco-africains, en stimulant les projets de développement portés par les acteurs associatifs, en renforçant la coopération universitaire et scientifique<sup>42</sup>.

Pour ce qui concerne les biens culturels de l'Afrique, il souligne que la question doit être examinée dans le respect du droit et des conventions internationales. Sa volonté affichée de réconcilier les mémoires et de se tourner vers l'avenir se résume dans la formule suivante: "poser un regard respectueux, amical et ambitieux, convaincu que l'avenir de la France et de l'Europe se joue aussi en Afrique"<sup>43</sup>.

Du côté de Marine Le Pen, candidate du Front national, il est clair que sa relation à l'Afrique est une déclinaison de son approche protectionniste. Elle s'est dès le début présentée comme celle qui sauvera le continent. Se définissant elle aussi comme une candidate «anti-système», elle a manifesté sa volonté d'en finir avec la Françafrique qu'elle considère comme un système d'infantilisation de l'Afrique. Elle a aussi manifesté sa volonté de fermer les bases militaires françaises sur le continent, de rompre avec la politique de soutien aux dictatures en place et réaffirmé sa volonté de rapatrier les sans-papiers africains. En visite au Tchad et répondant au journaliste de *Le Figaro*, elle déclare :

J'ai expliqué au président Déby que je n'entendais pas continuer cette politique de la «Françafrique», faite d'ingérences et d'exigences de contreparties, parfois opaques. Je lui ai dit également que j'étais un défenseur de la souveraineté des États, alors que l'Union européenne ne cesse de faire du chantage. Concernant la souveraineté, nous parlons le même langage. Y compris sur la monnaie car j'estime que le franc CFA est un inconvénient économique pour les pays d'Afrique. On ne peut pas être souverain à moitié<sup>44</sup>.

41. Ibid.

42. Cette coopération dans le domaine de l'éducation passe par des partenariats privilégiés entre établissements universitaires, centres de recherche, etc. Emmanuel Macron se montre d'ailleurs favorable à la mise en place d'un programme de type Erasmus entre l'Europe et l'Afrique.

43. A. Lechevallier, "Comment Macron voit l'Afrique", *Le Point*, 24 avril 2017.

44. Galiero Emmanuel, "Marine Le Pen au Tchad: «Il faut en finir avec la Françafrique»", *Le Figaro*, 22 Mars 2017.

Nul doute que ces différents éléments, relevés dans les programmes de campagne, n'engagent pas forcément les candidats une fois élus. La raison est simple: l'essentiel des décisions sur l'Afrique mettent en scène un ensemble de structures sur lesquelles le Président de la République a finalement peu de prise. Aussi, les contrats générés par le dispositif de la Françafrique garantissent les intérêts de la France. L'Afrique ne constitue pas un thème majeur de la campagne électorale. Lors du débat télévisé opposant les deux finalistes le 3 mai 2017, ils ont tour à tour exprimé leur vision des rapports de la France avec l'Union européenne, l'Allemagne, la Russie, les USA, la Chine, l'Inde. Certains pays comme le Qatar ou l'Arabie Saoudite ont également été mentionnés. La seule allusion faite à l'Afrique concernait la lutte contre le terrorisme. Ainsi, les déclarations d'intentions vis-à-vis du continent visent essentiellement à répondre non seulement aux mobilisations des Africains présents en territoire français, mais aussi à rassurer leurs partenaires dans des desseins occultes et inavoués<sup>45</sup>. Ainsi, comment dépasser les fantômes d'hier?

### III- EN FINIR AVEC LA FRANÇAUFRIQUE ? L'IMPÉRATIF D'UNE NOUVELLE RELATION PLUS AMBITIEUSE ET DÉCOMPLEXÉE OU LE PARI DE L'ÉMERGENCE DES PAYS ASIATIQUES

Si nous nous référons à Patrick Pesnot, le mot d'ordre de la France est clair: "on ne touche pas à la Françafrique, surtout que les intérêts français en Afrique sont de plus en plus menacés par la Chine"<sup>46</sup>. En réalité, le secrétariat général des affaires africaines et malgaches, avait été confié en mars 1960 à Jacques Foccart<sup>47</sup> avec pour mission officielle de faire de la décolonisation de l'Afrique le contraire de la rup-

45. La place de choix accordée au Maroc n'est pas neutre. Ce pays d'Afrique du nord s'est pendant longtemps comporté comme un pays européen. Il a largement contribué au projet français de constitution de l'Union pour la Méditerranée proposé selon certains par le président Sarkozy afin d'affaiblir substantiellement l'organisation panafricaine. Il a fini par rejoindre l'Union africaine il y a quelques semaines et se positionne comme acteur majeur du continent, en relais de l'Occident sur le continent. Par ailleurs, il a été avec l'Algérie l'un des seuls à être épargné par les printemps arabes et joue un rôle controversé dans le financement des mouvements djihadistes. Cf Mokhtar Bendib, "RASD-Maroc: Le jeu trouble et dangereux de Rabat au Sahel", *Le Courrier d'Algérie*, 06/05/2012

46. P. Pesnot, *Les dessous de la Françafrique. Les dossiers secrets de Monsieur X*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2010, p.29.

47. Ce dernier était le conseiller Afrique du Général De Gaulle depuis 1949.

ture<sup>48</sup>. Cette pérennisation du pacte néocolonial ne pouvait se faire sans la participation et la complicité des élites africaines elles-mêmes. La Franc-maçonnerie sera souvent indexée comme le principal instrument d'animation et de renforcement des réseaux de la Françafrique<sup>49</sup>. Aujourd'hui encore, cet état de fait alimente conversations et fantasmes. La vidéo de l'intronisation, en tant que grand maître de la loge du Gabon, du président Ali Bongo a d'ailleurs fait le tour des réseaux sociaux depuis décembre 2016<sup>50</sup>. Les Africains eux-mêmes ne s'accordent pas toujours sur la position à adopter vis-à-vis de la Françafrique. Yves Gounin observe à cet effet que "l'on voit s'opposer hier comme aujourd'hui à Paris comme en Afrique, des Anciens et des modernes"<sup>51</sup>. Les premiers, note-t-il, veulent préserver les liens spécifiques qui unissent la France à l'Afrique, les seconds appellent de leur vœux la banalisation de la relation franco-africaine<sup>52</sup>.

La permanence de la Françafrique, d'un gouvernement à l'autre, montre bien, que la France n'a pas intérêt, au-delà des discours, de s'en défaire. Dans un entretien avec Bertrand Badie, Roland Dumas expose la stratégie de François Mitterrand, pourtant socialiste, qui a reproduit le « modèle Foccart » dans un contexte différent, avec des personnalités nouvelles, assurant que, derrière cette illusion de changement, "il n'y a donc pas eu rupture entre l'avant et l'après 1981"<sup>53</sup>. Il affirme plus loin : "La relation avec les pays d'Afrique est ainsi une relation bipolaire, mêlant transfert de souveraineté - on pourrait même dire aménagement de la souveraineté - et prise de conscience des réalités locales. On donne avec une main et on retient de l'autre"<sup>54</sup>. On voit ainsi qu'après avoir condamné la Françafrique, Mitterrand s'y est adapté en douceur dès sa victoire en 1981, en intervenant au Tchad. Après avoir soutenu Hissène Habré entre 1982 et 1990, il va le renverser au profit d'Idriss Déby via la coordination des services français<sup>55</sup>.

Ainsi, la politique africaine de la France présente quelques permanences, indépendamment de la cou-

leur politique des gouvernements. Dans tous les cas de figure, note Gregor Mathias, les Présidents, de droite comme de gauche, s'en remettent aux experts militaires (État-major et renseignements) dont ils reprennent les analyses<sup>56</sup>. Sur les dossiers africains, poursuit-il, la défense dispose d'un avantage très net sur le Quai d'Orsay<sup>57</sup>. L'auteur observe qu'en deux mois, François Hollande est passé d'une vision idéaliste à une vision afro-réaliste. Ceci s'est matérialisé par les interventions de l'armée française au Mali<sup>58</sup> et en Centrafrique<sup>59</sup>. Bien avant lui, Nicolas Sarkozy avait manifesté sa ferme volonté d'en finir avec la relation des réseaux. Il sera finalement englué dans des affaires de pots de vin et autres financements illicites de sa campagne électorale<sup>60</sup>.

De fait, les opérations Sangaris (lancée en novembre 2013 en république centrafricaine), Barkhane au Sahel, ou bien d'autres sont toujours présentées comme relevant de la responsabilité d'une France qui n'avait d'autre choix que l'intervention afin de remplacer une communauté internationale passive et empêcher des massacres humains. L'obsession de la lutte contre le terrorisme ressort clairement des discours, comme on l'a vu lors du débat télévisé du 3 mai 2017. D'autre part, les propos tenus par Emmanuel Macron tout au long de cette campagne et la démarche de certains milieux africains en France laissent dubitatifs et interrogent. En effet, on observe une relation avec l'Afrique qui s'annonce, sauf erreur de notre part, à double vitesse avec des comités de soutien au candidat « En marche ! » très actifs au Maroc et en Afrique de l'Ouest (Sénégal notamment). Cette différence est-elle liée à l'importance plus forte des réseaux de la Françafrique en Afrique centrale ? Le candidat d'En Marche ! s'est exprimé au sujet de la politique monétaire et du Franc CFA, qu'il considère comme un gage de stabilité économique pour les pays des deux zones monétaires concernées (Afrique de l'ouest et Afrique centrale). Il ajoute que la question de son avenir dépendra avant tout du souhait des pays africains et de leurs dirigeants politiques et économiques. Bien entendu, et comme l'on dit d'autres avant lui (ceci relève du « déjà entendu ») notamment Michel Sapin et François Hollande, il se dit tout à fait disposé à des discussions sur ce sujet.

48. J.-P. Bat, *La fabrique des « Barbouzes ». Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveaux Monde Éditions, 2015, pp.10-11.

49. F. Laloupo, *France-Afrique. La rupture maintenant ?* Acoria Éditions, 2013, p.179.

50. <https://www.youtube.com/watch?v=EJaF10eT-to>

51. Y. Gounin, *La France en Afrique. Le combat des Anciens et des Modernes*, Bruxelles, Groupe de Boeck, 2009, 192p.

52. Ibid.

53. R. Dumas, avec Bertrand Badie et Gaidz Minassian, *La diplomatie sur le vif*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Science Politique, 2013, pp.168-169.

54. Ibid, p.173.

55. G. Mathias, *Les guerres africaines*, 2014, p.11.

56. Ibid.

57. Ibid.

58. Bien que dans le cas du Mali, il ait exigé et obtenu une demande écrite du Président par intérim Dioncounda Traoré

59. G. Mathias, *Les guerres africaines*, 2014, pp.29-32.

60. Voir A. Glaser, S. Smith, *Sarko en Afrique*, Mayenne, Plon, 2008, 215p.



Toutefois, il est clair qu'il appartient aux chefs d'États africains de se saisir de la question. Il n'a par ailleurs manifesté aucune volonté de retirer les troupes françaises stationnées en Afrique, notamment au Mali et en Centrafrique. Il se dit disposé à lancer toute intervention à la demande des pays africains eux-mêmes et compte renforcer le "pilier" développement des opérations militaires. D'ailleurs, après le traditionnel voyage à Berlin de tout président français élu de ces dernières années, le choix d'Emmanuel Macron s'est porté sur les soldats de l'opération Barkhane basée à Gao, principale ville du nord du Mali. Le fait que le président français, en visite le 19 mai 2017, ait choisi d'aller directement à Gao, sans passer par Bamako, et qu'il ait obligé son homologue Ibrahim Boubacar Keïta à voyager pour le recevoir n'est pas pour rassurer les plus sceptiques. À ce sujet, Moussa Djombana, analyste politique malien, écrit : "Barkhane a aménagé une salle d'audience pour le président Macron à l'intérieur de son domaine, où le président IBK sera son visiteur!"<sup>61</sup>.

Il est par ailleurs clair que l'Afrique, au regard de la profondeur du passé avec la France, ne peut du jour au lendemain se détacher. Le partage de la langue française<sup>62</sup> et l'appartenance à la francophonie de nombreux pays du continent sont des leviers sur lesquels peut se bâtir une nouvelle coopération décomplexée. Emmanuel Macron reçoit favorablement l'idée de la création d'un Conseil présidentiel pour l'Afrique qui réunira un panel de personnalités africaines et françaises, venus de tous les horizons, pour construire la politique africaine de la France<sup>63</sup>. Au-delà des discours et déclarations de bonnes intentions, il est urgent de rompre avec les pratiques douteuses<sup>64</sup>.

Plus que jamais, l'Afrique doit valoriser les richesses de son sol et de son sous-sol est se positionner face à la concurrence qu'impose la mondialisation. Le juste prix doit primer sur des accords opaques qui ne profitent qu'à une minorité au pouvoir. Nous partageons l'orientation donnée par J.-A. Aniambossou, J.-M. Séverino, L. Zinsou, H. E. Kanouri dans leur tribune du Monde. En effet, sans angélisme, ni naïveté, la France doit regarder la vérité africaine en

face, sans idées préconçues ni clichés, et se débarrasser définitivement du surmoi de la colonisation et de la Françafrique. L'époque du pré-carré, de l'aide compassionnelle entremêlée de cynisme et des situations de rente entretenues par des réseaux occultes est révoquée<sup>65</sup>. La conclusion de cette tribune est sans ambiguïté : "Il est temps que la France regarde l'Afrique comme un partenaire économique au même titre que la Chine, l'Inde, le Brésil, la Turquie. Si la France ne fait pas cette mue idéologique, son statut de grande puissance et son influence sont à terme menacés"<sup>66</sup>.

Cette approche est réaliste, pragmatique. Avec la montée en puissance de la Chine et son appétit pour les matières premières (nécessaires pour soutenir sa croissance), la France perd du terrain sur tous les plans : concessions, investissements, marchés, financements des projets, aide publique au développement<sup>67</sup>. Le « consensus de Pékin » permet aujourd'hui aux pays du continent de s'affranchir de l'amère pilule du "Consensus de Washington"<sup>68</sup>, qui n'a pas tenu toutes ses promesses. Tout en subissant les affres de ce nouveau jeu de puissances, le continent africain doit se donner les moyens d'en atténuer les effets néfastes. Ceci passe par plus de concertation et par la définition d'une stratégie continentale<sup>69</sup>.

## CONCLUSION

La politique africaine de la France s'est toujours fondée sur des accords secrets conclus par des Présidents avant tout soucieux de conserver leur pouvoir et de bénéficier de la protection de l'ancienne métropole. La personnalisation de ces ententes n'a cessé d'intri-

61. Cité par Mohamed Ag Ahmedou, "La visite de Macron à Gao saluée par la presse malienne", *Paris Match*, le 20/05/2017

62. Le français est parlé dans plus de 25 pays du continent, atout indéniable que la France n'a pas su optimiser.

63. J.-A. Aniambossou, J.-M. Séverino, L. Zinsou, H. E. Kanouri, "Avec Emmanuel Macron, la France doit répondre présent au rendez-vous africain", *Jeune Afrique*, 20 avril 2017, [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)

64. Traoré, S., "Rompre avec les pratiques douteuses en Afrique", *Mouvements* 2001/2 (no14), pp.103-108.

65. J.-A. Aniambossou, J.-M. Séverino, L. Zinsou, H. E. Kanouri, "Avec Emmanuel Macron, ", 20 avril 2017.

66. Ibid.

67. S. Michel, M. Beuret, *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Éditions Grasset et Fasquelle, 2008, 351p. ; J.-P. Cabestan, *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, 2<sup>e</sup> Édition, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2015, 640p. ; P. Richer, *L'Afrique des Chinois*, Paris, Karthala, 2013, 182p. ; P. Richer, *L'offensive chinoise en Afrique*, Paris, Karthala, 2008, 164p. ; A. Tamekamta Zozime, "Eximbank of China et le financement des projets structurants : État des lieux et apports pour l'émergence du Cameroun", Communication à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun le 19 décembre 2016 à l'occasion du colloque sur "Une diplomatie au service de l'émergence", À paraître.

68. Il est symbolisé par les multiples programmes du FMI et de la banque mondiale, caractérisés par les privatisations, les réductions de dépenses publiques, etc.

69. Voir J. Tchinda Kenfo, "L'Afrique face au redéploiement du jeu des puissances", Communication à venir au Congrès des associations francophones de science politique, Montréal, 18 mai 2017.

guer. Du côté français, qu'il s'agisse de présidents de gauche ou de droite, la volonté affichée de réforme a toujours laissé place à la *realpolitik*; les avantages de cette opacité profitant à une France qui, dans les conditions actuelles, ne peut plus faire le poids face à la concurrence des autres nations occidentales ou asiatiques. Les intentions affichées par Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont-elles susceptibles de faire bouger les lignes? On peut en douter dans la mesure où, comme le montre cet article, la Françafrique est encore assez présente dans la presque totalité des domaines de la vie en Afrique. Les gesticulations et autres prises de position émotives des Africains du continent ou de la diaspora n'y changeront malheureusement rien. Si tel était le cas, l'Afrique aurait été au cœur des débats lors des élections, avec des positions claires sur les accords monétaires ou sur d'autres sujets qui minent le développement de notre continent. Seule une éducation critique et un partenariat stratégique conclu avec des partenaires diversifiés sont de nature à infléchir la tendance actuelle. L'avenir nous le dira

## BIBLIOGRAPHIE

1) Agbohohou Nicolas, *Le Franc CFA et l'Euro contre Afrique. Pour une monnaie africaine et la coopération Sud-sud*, Éditions Solidarité Mondiale AS, 2016, 308p. ;

2) Bach, D., "Dynamique et contradictions dans la politique africaine de la France. Les rapports avec le Nigeria (1960-1981)", *Politique africaine*, La France en Afrique, no 5, mars 1982, p. 47-74.

3) Bakong, P. E., *La politique militaire africaine de la France. Forces sociales et changements récents*, Paris, L'Harmattan, 2016, pp.40-42.

4) Ballong Stéphane, "À qui profite vraiment le franc CFA?", *Jeune Afrique*, 09 novembre 2016.

5) Bat, J.-P., *La fabrique des «Barbouzes». Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveaux Monde Éditions, 2015, 510p.

6) Beucher, B., "La Françafrique, entre mythes et réalités", CNED, fascicule de préparation au concours du Cadre d'Orient (Ministère des Affaires étrangères), 2010, 60 p., file:///C:/Users/HP/Downloads/LaFrancafricque.pdf

7) Bourmaud, D., "Clientélisme et patrimonialisme dans les relations internationales: le cas de la politique africaine de la France", in D. C. Bach et M. Gazibo (sd.), *L'État néopatrimonial. Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2011, p. 301.

8) Cabestan, J.-P., *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, 2e

Édition, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2015, 640p.

9) Dumas, R. avec Badie, B. et Minassian, G., *La diplomatie sur le vif*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Science Politique, 2013, 216p.

10) Galiero Emmanuel, "Marine Le Pen au Tchad: «Il faut en finir avec la Françafrique»", *Le Figaro*, 22 Mars 2017.

11) Glaser, A., Smith, S., *Sarko en Afrique*, Mayenne, Plon, 2008, pp.8-10.

12) Gounin, Y., *La France en Afrique. Le combat des Anciens et des Modernes*, Bruxelles, Groupe de Boeck, 2009, 192p.

13) Issam El Yadari, "En Marche! Maroc espère accueillir Emmanuel Macron en mars", *Le Desk*, 27 décembre 2016.

14) Jamal Amiar, "Pour Macron, le Maroc est une vitrine de l'Afrique qui réussit", *Maroc International*, lundi, 24 avril 2017.

15) Kako Nubukpo, Bruno Tinel, Martial-Ze Belinga, Demba Moussa Dembélé (Sous la direction de), *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire: A qui profite le franc CFA?*, Paris, La Dispute, 2016, 243p. ;

16) Laloupo, F., *France-Afrique. La rupture maintenant?*, Acoria Éditions, 2013, 261p.

17) Langlade, S., *Les Échos*, Paris, 12 juillet 2016.

18) Lechevallier, A., "Comment Maron voit l'Afrique", *Le Point*, propos recueillis par Malick Diawara, 24 avril 2017.

19) Lefebvre, E., "Macron", *Les Échos*, paris, 6 avril 2017.

20) Macron, E., Interview accordée à Alger le 13 février 2017.

21) Macron, E., *Révolution. C'est notre combat pour la France*, Xo Éditions, 2017.

22) Maillard, D., "1968-2008 : le Biafra ou le sens de l'humanitaire", *Humanitaire* [En ligne], 18 | Printemps 2008, mis en ligne le 06 octobre 2009, consulté le 26 février 2017. URL: <http://humanitaire.revues.org/182>

23) Mathias, G., *Les guerres africaines de François Hollande*, Éditions de l'Aube, 2014, 252p.

24) Michel, S. et Beuret, M., *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Éditions Grasset et Fasquelle, 2008, pp.17-18.

25) Nane Tory, O., *L'amitié coupable: de la Françafrique à la Francivoire, l'illusion d'une idylle coloniale*, Paris, Éditions Menaibuc, 2009, 365p.

26) Ndong, N., "Relations Afrique/France: Emmanuel Macron présente sa vision qui doit dépasser ce qui a empoisonné nos aïeux", [www.adiac.congo.com](http://www.adiac.congo.com)

27) Nguong Moussavou, E., *Françafrique. Ces monstres qui nous gouvernent*, Paris, L'Harmattan, 2012, p.103.

- 28) Péan, P., Carnages. *Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, Fayard, 2010, pp.40-73. ;
- 29) Péan, P., "France-Afrique, Françafrique, France à fric? ", *Revue internationale et stratégique*, 2012/1 (n° 85), pp.117-124.
- 30) Pesnot, P., *Les dessous de la Françafrique. Les dossiers secrets de Monsieur X*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2010, 512p.
- 31) Richer, P., *L'Afrique des Chinois*, Paris, Karthala, 2013, 182p.
- 32) Richer, P., *L'offensive chinoise en Afrique*, Paris, Karthala, 2008, 164p.
- 33) Tamekamta Zozime, A., "Eximbank of China et le financement des projets structurants: État des lieux et apports pour l'émergence du Cameroun ", Communication à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun le 19 décembre 2016 à l'occasion du colloque sur " Une diplomatie au service de l'émergence ", À paraître.
- 34) Tchinda Kenfo, Joseph, "De la Françafrique à la ChinAfrique, l'Afrique doit-elle avoir peur de la Chine? Les conditions d'un partenariat équitable", *Regards Géopolitiques*, Volume 3, numéro 3, Été 2017.
- 35) Traoré, S., "Élections en Françafrique: l'hymne à l'hypocrisie", *Mouvements* 2002/3 (no21-22), p. 54-62.
- 36) Traoré, S., "Rompre avec les pratiques douteuses en Afrique", *Mouvements* 2001/2 (no14), p. 103-108.
- 37) Traoré, S., "Rompre avec les pratiques douteuses en Afrique", *Mouvements* 2001/2 (no14), pp.103-108.
- 38) Verschave, F.-X., *La Françafrique: Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

## À PROPOS DE THINKING AFRICA

Crée en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix. Réseau de jeunes chercheurs, d'universitaires confirmés et d'experts, il offre, aux institutions, aux gouvernements, aux sociétés civiles, et aux organisations, des analyses, recommandations et formations pour vivre la paix sur le continent africain.

Nous publions des notes stratégiques sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux en Afrique, formons des hauts fonctionnaires, officiers et décideurs africains au leadership, à la médiation et à la négociation. Nous organisons des conférences scientifiques et débats sur les enjeux névralgiques africains.

Thinking Africa  
25 BP 1751 Abidjan 25  
Côte d'Ivoire